

De : [Directeur général CPNSSS](#)

À : [Josée Soucy \(CISSSCA DRH\)](#); [Christine Pelletier \(09 CISSS\)](#); [Alain Vézina \(CISSSGASPESE\)](#); [Stephanie Jean \(CISSSMC16\)](#); [Eric Richard \(CISSSME16\)](#); [Jeny Fraser \(CISSSME16\)](#); [Josée Blais \(CISSSMO16\)](#); [Mathieu Fortier \(CISSSAT\)](#); [Clément Comtois \(CISSSLAN\)](#); [Sylvie Mireault \(CISSSLAV\)](#); [Hugo Lemay \(CISSSO\)](#); [Antoine Trahan \(CISSSLAU\)](#); [Jocelyne Dufour \(CISSSBSL DRH\)](#); [Antranik Handoyan \(MCQ\)](#); [Yann Belzile \(CIUSSSE-CHUS\)](#); [Jean-Philippe Ferland \(COMTL\)](#); [Beverly Kravitz](#); [Martyne Charland](#); [Pascal Coulombe \(CIUSSS NIM\)](#); [Annie Grandisson \(CIUSSS SLJ\)](#)

Cc : [Ariane Pasquier CPNSSS](#); [Cindy Zappitelli CPNSSS](#); [Denis Fournier CPNSSS](#); [Étienne Bolduc CPNSSS](#); [François Sylvestre CPNSSS](#); [Massé, Frédéric](#); [Frederique Meloche CPNSSS](#); [Guy Bouffard CPNSSS](#); [Hélène Michaud CPNSSS](#); [Julie Dumont CPNSSS](#); [Julien Biron CPNSSS](#); [Karianne Bilodeau CPNSSS](#); [Ken Briand CPNSSS](#); [Line Tousignant](#); [Majda Avdic CPNSSS](#); [Marilyne Périard CPNSSS](#); [Mario Morissette CPNSSS](#); [Maryse Carrière CPNSSS](#); [Olivier Douville CPNSSS](#); [Sophie Allard CPNSSS](#); [Youan Saint-Pierre CPNSSS](#); [Amélie Plouffe Deschamps \(CISSSLAV\)](#); [Anaïs Guindon Saint-Jacques \(HSJ\)](#); [Audrey Perreault \(CRSSSB DRH\)](#); [Caroline Stevens \(CISSSGASPESE\)](#); [Catherine Cossette \(CISSSAT\)](#); [Claudine Begin \(CISSSCA DRH\)](#); [Daniel Boudreau](#); [Danielle Bélanger \(IUCPO\)](#); [Fanny Bélanger \(CISSSMO16\)](#); [Francis Ostiguy \(CHU\)](#); [Gabriel Huberdeau \(09 NSKP\)](#); [Geneviève Corbeil \(CIUSSSE-CHUS\)](#); [Ghislaine Chabot \(CCSMTL\)](#); [Brossoit, Hugo](#); [Imane Bouchbika \(PINEL\)](#); [Joanie Renaud ciSSSdesiles](#); [Jonathan Picot \(CIUSSS EMTL\)](#); [Karine Giguere \(RRSSN\)](#); [Katya Bedard \(CUSM\)](#); [Laurence Dubois-Picard CPNSSS](#); [Luc Guilbeault \(CISSSBSL DRHCAJ\)](#); [Magalie Audet \(MCQ\)](#); [Manon Rolland \(ICM\)](#); [Marc-Antoine Rouillard](#); [Marco Régis-Parr \(CISSSO\)](#); [Marie-Claude Boisvert \(CSI\)](#); [Marie-Pier Bilodeau \(CISSSLAU\)](#); [Marjolaine Riedl \(09 CISSS\)](#); [Maxime Simard RH \(CIUSSS SLJ\)](#); [Myriam Grantham-Paulin \(CIUSSSCN\)](#); [Nathalie Landry \(CIUSSS NIM\)](#); [Nathalie Tessier \(CISSSME16\)](#); [Olivia-Maude Cournoyer \(CISSSLAN\)](#); [Pascale Auger \(COMTL\)](#); [Raphael Dunn \(CSTU\)](#); [Remi Houde \(CBHSSJB\)](#); [Sandra Chenel \(MCQ\)](#); [Sherri Steckler](#); [Tania Crépault \(CHUM\)](#); [Terry Doyle \(CISSSMC16\)](#); [Jérôme Gagnon CPNSSS](#); [Julie Robitaille CPNSSS](#); [Anick Vézina CPNSSS](#); [Annie Massarelli \(CPNSSS\)](#); [Cindy Tremblay-Lévesque](#); [Claudie Lévesque CPNSSS](#); [Jocelyn Beaudoin CPNSSS](#); [Jocelyne Thifault CPNSSS](#); [Marie-Eve Coulombe CPNSSS](#); [Michael Gougeon CPNSSS](#); [Mireille Côté CPNSSS](#); [Noémie Richer CPNSSS](#); [Alexandra Giroux CPNSSS](#); [Alexandrine Lussier CPNSSS](#); [Amélie Ouellet CPNSSS](#); [Ariane Plante CPNSSS](#); [Aurélien Dubé-Lavoie CPNSSS](#); [Caroline Langlois CPNSSS](#); [Danièle Barteau CPNSSS](#); [Fanny Castonguay CPNSSS](#); [Gabrielle Dubois CPNSSS](#); [Laurence Lorion CPNSSS](#); [Laurence Turenne CPNSSS](#); [Lory Beauregard CPNSSS](#); [Majorie Montmarquet CPNSSS](#); [Manon Trudel](#); [Marie-Christine Tanguay CPNSSS](#); [Marie-Josée Boucher CPNSSS](#); [Maxime Gagnon-Auger CPNSSS](#); [Mona Landry](#); [Monique Menard CPNSSS](#); [Raphaële Lavoie-Lafontaine CPNSSS](#); [Sylvain Melançon](#); [Valerie Bellerive CPNSSS](#)

Objet : Implantation d'une mesure exceptionnelle pour les personnes salariées professionnelles et techniciennes de la DPJ – Entente l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) - (24-RH-00457)

Date : 4 octobre 2024 14:34:50

Pièces jointes : [image001.png](#)
[Entente Implantation mesure exceptionnelle DPJ APTS 1er oct24.pdf](#)

Mesdames,
Messieurs,

Le 1^{er} octobre dernier, une entente relative à l'implantation d'une mesure exceptionnelle pour certaines personnes salariées professionnelles et techniciennes de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), œuvrant durant des périodes critiques, est intervenue entre le Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS).

Cette entente a pour objectif, entre autres, de diminuer les listes d'attente présentement observées en DPJ au sein du réseau de la santé et des services sociaux.

Pour fin d'application de cette entente, les paramètres suivants doivent être respectés :

- La personne salariée doit détenir un titre d'emploi visé par l'entente.
- La personne salariée doit travailler dans un centre d'activités mentionné dans l'entente, lequel doit être considéré en « période critique ».
- À la suite de la demande de l'employeur, la personne salariée doit accepter d'effectuer un quart complet de fin de semaine en temps supplémentaire. Il est également possible d'accepter d'effectuer entre un demi-quart et un quart complet de travail un soir de semaine, soit du lundi au jeudi inclusivement.

Si l'ensemble de ces conditions sont respectées, la personne salariée bénéficiera d'un montant forfaitaire de :

- 170 \$ par quart de travail complet pour les personnes salariées professionnelles.
- 140 \$ par quart de travail complet pour les personnes salariées techniciennes.
- Un montant entre 50 % et 100 % des montants forfaitaires précédents, au prorata des heures travaillées, lorsqu'une personne salariée effectue entre un demi-quart de travail et un quart complet de travail en temps supplémentaire le soir, du lundi au jeudi.

La détermination de la « période critique » s'effectue par les DPJ des établissements et doit être basée sur le dépassement de certains seuils cliniques, prévus à l'entente. Lorsqu'un centre d'activités visé par l'entente est considéré en période critique, cette détermination est valide pour une durée de trois mois. Toutefois, bien qu'un centre d'activités soit en « période critique », il demeure que l'ajout d'heures est toujours une prérogative de l'employeur et doit être effectué selon ses besoins.

Comme la mesure négociée vise, notamment, à diminuer les listes d'attentes en DPJ, celle-ci doit être utilisée dans un objectif d'actions sur l'ensemble du continuum de services. Ainsi, parmi les centres d'activités visés par ladite mesure, le centre d'activités « Application des mesures (5400) » trouve application à la fin de ce continuum de services.

De plus, bien que cette mesure s'ajoute aux mesures négociées lors de la dernière ronde de négociation, elle ne s'applique pas aux personnes salariées qui bénéficient déjà de la rémunération du temps supplémentaire à taux double la fin de semaine, introduite dans les dernières dispositions nationales des conventions collectives.

Finalement, veuillez prendre note que cette mesure est financée à même les budgets déjà octroyés des établissements.

Cordialement,

Louis Bourcier
Directeur général

1410, rue Stanley, 6^e étage, Montréal (Québec) H3A 1P8
Tél. : 514 873-1800
directeur-general-cpnsss@msss.gouv.qc.ca | www.cpnsss.gouv.qc.ca